



Assemblée générale

Distr. générale
30 août 2024
Français
Original : anglais/espagnol

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quarante-septième session
Genève, 4-15 novembre 2024

Résumé des communications des parties prenantes concernant le Costa Rica*

Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

I. Cadre général

1. Le présent rapport a été établi en application des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme, compte tenu de la périodicité de l'Examen périodique universel et des textes issus de l'Examen précédent¹. Il réunit 26 communications de parties prenantes à l'Examen, résumées en raison de la limite fixée pour la longueur des documents². Une section distincte est consacrée aux renseignements reçus de l'institution nationale des droits de l'homme, accréditée et reconnue comme pleinement conforme aux Principes de Paris.

II. Renseignements reçus de l'institution nationale des droits de l'homme, accréditée et reconnue comme pleinement conforme aux Principes de Paris

2. Le Service du Défenseur du peuple a recommandé au Costa Rica de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et de signer la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés de 1984³.

3. Le Service du Défenseur du peuple a indiqué qu'environ 20 % de la population était touchée par la pauvreté monétaire et 30 % par la pauvreté multidimensionnelle ; ces deux phénomènes risquaient de s'aggraver, notamment en raison du fléchissement des investissements publics sociaux et de l'absence de politique publique à long terme. Il a ajouté que plus de 38 % des mineurs vivaient en situation de pauvreté⁴.

4. Le Service du Défenseur du peuple a indiqué que la sécurité alimentaire du pays était précaire et a recommandé au Costa Rica d'adopter une loi générale sur la sécurité alimentaire ainsi qu'une nouvelle politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle⁵.

5. Le Service du Défenseur du peuple a constaté que la sécurité des citoyens se dégradait fortement dans le pays et recommandé d'élaborer un plan d'action dans le cadre de la politique nationale de sécurité publique pour la période 2023-2030, baptisée « Costa Rica Segura Plus », ainsi que d'allouer un budget suffisant au Ministère de la sécurité publique⁶.

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



6. Le Service du Défenseur du peuple a constaté l'absence de données sur l'application des dispositions techniques relatives à l'avortement pour raisons médicales et recommandé d'améliorer la formation du personnel de santé publique sur les règles en vigueur. En outre, il a recommandé de procéder à l'adoption du projet de loi n° 23493 relatif aux droits en matière de santé sexuelle et procréative⁷.

7. Le Service du Défenseur du peuple a déclaré que les crédits budgétaires affectés à l'enseignement public étaient en baisse et recommandé au Costa Rica d'allouer des ressources financières, humaines et technologiques pour lutter contre l'abandon scolaire, améliorer l'infrastructure éducative et réduire la fracture technologique⁸.

8. Le Service du Défenseur du peuple a recommandé d'élaborer une politique publique de l'emploi en tenant compte du genre, de l'âge et de la région. Il a ajouté qu'en dépit de la législation existante, l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes persistait et que le Costa Rica ne disposait d'aucune méthode nationale destinée à calculer ce chiffre⁹.

9. Le Service du Défenseur du peuple a recommandé d'interdire et de réglementer l'utilisation excessive de pesticides hautement dangereux pour la santé et l'environnement¹⁰.

10. Le Service du Défenseur du peuple a recommandé au Costa Rica d'allouer des ressources suffisantes à l'application de la Politique nationale de prévention des violences faites aux femmes de tous âges et de prise en charge des victimes¹¹. Il a également recommandé de veiller à l'application de la loi n° 9406 relative au renforcement de la protection juridique des filles et des adolescentes face aux situations de violence fondée sur le genre associées à des relations violentes¹².

11. Le Service du Défenseur du peuple a souligné l'inaction du Costa Rica en matière d'accès à la terre des peuples tribaux d'ascendance africaine et autochtones, ainsi que la persistance des atteintes portées à leur droit à la consultation, à leur mode de vie et à leur vision du monde. Il a recommandé au Costa Rica de protéger la vie et l'intégrité physique des défenseurs autochtones des droits humains et de veiller à ce que justice soit rendue rapidement et efficacement en cas de violation de leurs droits humains¹³.

12. Le Service du Défenseur du peuple a recommandé au Costa Rica de publier le règlement d'application de la loi n° 10120 relative aux mesures d'action positive en faveur des personnes d'ascendance africaine et de mettre en œuvre la Convention interaméricaine contre le racisme, la discrimination raciale et les formes connexes d'intolérance¹⁴.

13. Le Service du Défenseur du peuple a fait remarquer l'absence de loi générale sur les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers, intersexes et se reconnaissant dans d'autres orientations sexuelles ou identités de genre (LGBTQI+) et recommandé de garantir la pleine reconnaissance du droit à l'autodétermination de genre¹⁵.

14. Le Service du Défenseur du peuple a indiqué qu'il subsistait des obstacles à la pleine application de la loi n° 7600 sur l'égalité des chances des personnes handicapées et recommandé la mise en place de mécanismes d'application efficaces¹⁶.

III. Renseignements reçus d'autres parties prenantes

A. Étendue des obligations internationales et coopération avec les mécanismes s'occupant des droits de l'homme

15. L'organisation Broken Chalk a recommandé au Costa Rica de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille¹⁷.

16. Quatre auteurs de communications ont recommandé au Costa Rica de ratifier l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes (Accord d'Escazú)¹⁸.

17. Le Center for Global Nonkilling a constaté que le Costa Rica avait ratifié toutes les principales conventions en matière de maîtrise des armements¹⁹.

B. Cadre national des droits de l'homme

Cadre institutionnel et mesures de politique générale

18. Quatre auteurs de communications ont regretté que le Gouvernement ait supprimé les fonctions de commissaire présidentiel chargé des questions relatives aux personnes d'ascendance africaine et de commissaire présidentiel chargé des questions relatives aux LGBTQI+, créant à la place un poste unique de commissaire à l'inclusion sociale²⁰.

C. Promotion et protection des droits de l'homme

1. Respect des obligations internationales relatives aux droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable

Égalité et non-discrimination

19. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 ont constaté que le Costa Rica disposait d'une politique nationale pour une société exempte de racisme, de discrimination raciale et de xénophobie et d'une politique nationale pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Ils ont toutefois souligné la montée de la discrimination et des discours de haine contre des groupes minoritaires, en particulier sur les réseaux sociaux, et recommandé la création de centres de signalement et de soutien destinés aux victimes²¹.

20. Broken Chalk a recommandé au Costa Rica de renforcer les mesures visant à protéger les groupes autochtones, les personnes d'ascendance africaine et d'autres groupes minoritaires contre la discrimination²². Deux auteurs de communications se sont inquiétés de la montée de la discrimination, de la xénophobie et de la violence à l'égard des migrants, qui était aggravée par le discours du Gouvernement actuel²³.

21. L'association Mulabi a recommandé au Costa Rica de sanctionner toutes les formes de violence liées à la discrimination, y compris les discours de haine²⁴.

Droit à la vie, droit à la liberté et à la sécurité de la personne et droit de ne pas être soumis à la torture

22. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 ont constaté que le Costa Rica n'avait jamais été confronté à une situation si compliquée en matière de sécurité des citoyens, comme en témoignait la forte hausse du nombre d'homicides²⁵. Le Center for Global Nonkilling a encouragé le Costa Rica à prendre des mesures de prévention plus vigoureuses afin de faire baisser le taux d'homicide²⁶.

23. Le Forum des femmes politiques pour le Costa Rica a recommandé au Costa Rica de dispenser des soins de santé, de lutter contre la surpopulation et d'assurer l'accès aux produits de santé essentiels dans les établissements pénitentiaires. En outre, il a recommandé au Costa Rica de garantir la santé des femmes enceintes privées de liberté²⁷.

Administration de la justice, impunité et primauté du droit

24. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont indiqué qu'en raison de l'absence de cadre juridique et du pouvoir discrétionnaire laissé aux décideurs politiques, la nomination des membres de la Cour suprême par l'Assemblée législative ne reposait ni sur le mérite ni sur les compétences professionnelles. Ils ont ajouté que pour sa part, la Cour suprême s'occupait des aspects administratifs et disciplinaires ainsi que de la nomination des juges ; ces tâches la détournaient de sa fonction première, à savoir rendre la justice, nuisaient à l'efficacité des contrôles internes et compromettaient l'indépendance interne du pouvoir judiciaire²⁸.

25. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont constaté que les femmes étaient majoritaires dans la magistrature costaricienne, mais que leur présence diminuait aux plus hautes fonctions, et ont donc recommandé au Costa Rica de réviser la loi relative à la profession judiciaire afin que la nomination des juges soit fonction des qualifications et de la parité des sexes²⁹.

26. La Bureau national autochtone du Costa Rica a indiqué que la loi n° 9.593 et les directives de la Cour suprême sur l'accès des autochtones à la justice n'étaient pas suffisamment appliquées et a recommandé au Costa Rica de dispenser au personnel judiciaire une formation continue sur les droits des peuples autochtones³⁰.

27. Le Réseau féministe contre la violence à l'égard des femmes au Costa Rica a recommandé au Costa Rica de faire en sorte que tous les services du ministère public appliquent le protocole type latino-américain pour les enquêtes sur les meurtres de femmes à motivation sexiste, et pas seulement les parquets spécialisés dans les violences fondées sur le genre³¹.

Libertés fondamentales et droit de participer à la vie publique et politique

28. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 ont signalé une hausse considérable des atteintes à la liberté d'expression au Costa Rica et le lancement de campagnes de désinformation sur les réseaux sociaux³². Deux auteurs de communications ont fait observer que le Costa Rica avait chuté dans les classements mondiaux de la liberté d'expression et de la liberté de la presse et qu'en 2023, la Chambre constitutionnelle avait jugé que le Président de la République portait atteinte à la liberté de la presse par ses attaques verbales répétées contre les médias³³.

29. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 ont constaté une augmentation des attaques en ligne contre les femmes, en particulier les militantes autochtones participant au processus de restitution des terres, les femmes politiques et les femmes journalistes. Ils ont également constaté l'absence de stratégie claire en matière de protection des défenseuses des droits de l'homme et des femmes en général dans l'environnement numérique. Ils ont recommandé au Costa Rica de modifier la loi de répression de la violence à l'égard des femmes pour y inclure la violence en ligne, d'élaborer une stratégie nationale de lutte contre la violence fondée sur le genre en ligne et de mettre en œuvre le protocole national de prise en charge des victimes de cette violence³⁴.

30. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 ont souligné l'adoption, en 2022, de la loi n° 10235 visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes dans la sphère politique. Ils avaient cependant constaté que le nombre d'attaques contre les femmes occupant un poste dans la fonction publique avait augmenté sous le Gouvernement actuel et ont recommandé de faire appliquer la loi et d'établir une stratégie nationale à ce sujet³⁵. Par ailleurs, le Forum des femmes politiques pour le Costa Rica a recommandé à l'Assemblée législative d'approuver le projet de loi n° 23.443 portant extension aux organisations sociales des obligations énoncées par la loi n° 10.235³⁶.

31. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 ont constaté que les militants autochtones vivaient toujours dans l'insécurité et ont mis en exergue l'impunité des meurtres de deux dirigeants, Sergio Rojas et Jehry Rivera, ainsi que les agressions et les menaces visant d'autres militants autochtones. Ils ont recommandé au Costa Rica de mettre en œuvre un programme de réparation en faveur des peuples autochtones victimes de violations des droits de l'homme et de veiller à ce que les auteurs des meurtres de Sergio Rojas et de Jehry Rivera ne restent pas impunis³⁷.

32. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 ont constaté que les écarts de connectivité entre les zones rurales et urbaines subsistaient, touchant principalement les territoires autochtones et les femmes chefs de famille, et ont recommandé au Costa Rica de renforcer l'action menée en faveur de l'inclusion numérique³⁸. L'organisation AfroLeaders a estimé qu'il était essentiel d'améliorer la connectivité, en particulier dans les zones rurales habitées par des populations d'ascendance africaine³⁹.

33. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 ont indiqué que, malgré l'inscription dans la Constitution du droit d'accès à l'information publique, le Costa Rica ne disposait d'aucune législation qui rendait les données publiques « en libre accès par défaut » et ont recommandé l'adoption d'une loi relative à la transparence et à l'accessibilité de l'information publique, prévoyant la création d'un organisme national garant⁴⁰.

Droit au respect de la vie privée

34. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 ont fait remarquer que la législation relative à la protection des données personnelles n'avait pas été mise à jour, ce qui avait entraîné de nombreux cas de violations de données par les institutions publiques, et ont recommandé d'actualiser la loi n° 8.968 sur le traitement des données personnelles⁴¹.

Interdiction de toutes les formes d'esclavage, y compris la traite des personnes

35. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 ont indiqué que le Costa Rica avait pris diverses mesures visant à éradiquer la traite des personnes et l'exploitation sexuelle, notamment la promulgation de lois, la création d'unités de police spécialisées et la mise en place de programmes de protection des victimes. Ils ont cependant constaté que ces actions étaient sous-financées, que le nombre d'affaires de traite faisant l'objet d'une enquête baissait, et que, pour la deuxième année consécutive, aucun trafiquant de main-d'œuvre n'avait été poursuivi ou condamné⁴².

36. Le Centre européen pour le droit, la justice et les droits de l'homme (ECLJ) a recommandé au Costa Rica de renforcer son action en matière de protection des victimes de la traite des personnes et de l'exploitation sexuelle. Il a constaté que des femmes étaient exploitées à des fins de prostitution forcée en raison de l'ampleur du tourisme sexuel dans le pays et a recommandé au Costa Rica de poursuivre avec toute la rigueur de la loi les personnes qui se livraient à la traite des femmes et exploitaient ces dernières à des fins de prostitution⁴³.

Droit au travail et à des conditions de travail justes et favorables

37. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 ont indiqué qu'en 2023, le taux de chômage national s'était stabilisé à 7,2 %, avec 37,8 % de travailleurs dans le secteur informel, et que le taux de chômage des 15-24 ans était trois fois supérieur à la moyenne nationale⁴⁴. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 ont recommandé au Costa Rica de mettre en œuvre des solutions en faveur de l'emploi des jeunes ainsi que des programmes de formation adressés aux jeunes qui n'avaient pas suivi d'études supérieures⁴⁵.

38. Broken Chalk a rapporté que les femmes costariciennes étaient plus susceptibles d'avoir fait davantage d'études, mais qu'elles avaient moins de chances d'être recrutées que les hommes. Elle a également indiqué qu'au Costa Rica, le revenu des femmes équivalait à environ 68 % de celui des hommes⁴⁶.

39. L'organisation AfroLeaders a mis en relief la pénurie d'emplois décents pour la population d'ascendance africaine et l'inefficacité des programmes d'actions positives en matière d'emploi. Elle a recommandé au Costa Rica de revoir ses politiques afin de comprendre la manière dont le racisme systémique se répercutait sur l'accès à des offres d'emploi de qualité⁴⁷.

40. L'association Mulabi a recommandé au Costa Rica de promouvoir l'emploi des personnes transgenres et de réaliser des études sur les plaintes relatives à des actes de discrimination fondés sur l'identité de genre commis sur le lieu de travail⁴⁸.

41. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 ont fait remarquer qu'en l'absence de titre de séjour et de permis de travail, les migrants et les personnes ayant besoin d'une protection internationale ne pouvaient pas intégrer le marché du travail dans des conditions satisfaisantes et que les personnes de certaines nationalités étaient victimes de discrimination à l'embauche⁴⁹. Ils ont également indiqué que les inspecteurs du Ministère du travail n'étaient pas assez nombreux pour lutter contre l'exploitation des migrants par le travail et n'avaient pas la compétence juridique d'agir immédiatement, puisque les affaires devaient être portées devant la justice ordinaire⁵⁰.

Droit à la sécurité sociale

42. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont souligné l'affaiblissement de la sécurité sociale universelle et le risque que celle-ci soit privatisée en raison du non-paiement de la dette de l'État envers la Caisse costaricienne de sécurité sociale et de la désinformation dont cette institution faisait l'objet⁵¹.

Droit à un niveau de vie suffisant

43. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 ont constaté qu'en 2023, au Costa Rica, 21,8 % des ménages étaient pauvres et que la population mineure, chez qui ce chiffre montait à 38 %, était plus durement touchée⁵². Ils ont recommandé de revenir immédiatement sur les coupes budgétaires dans les programmes de soutien économique aux populations vulnérables⁵³.

44. Le Forum des femmes politiques pour le Costa Rica a appelé l'attention sur la crise d'accès à l'eau potable qui durait depuis plusieurs années, en particulier dans les quartiers pauvres, et avait donné lieu à des manifestations populaires, réprimées par l'État⁵⁴.

Droit à la santé

45. Deux auteurs de communications ont souligné qu'au Costa Rica, l'avortement constituait une infraction pénale, sauf dans les cas d'avortement pour raisons médicales en cas de danger pour la vie ou la santé de la personne enceinte⁵⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont recommandé de réglementer l'accès à l'avortement en dehors du droit pénal, conformément aux lignes directrices de l'Organisation mondiale de la Santé⁵⁶. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé de dépénaliser l'avortement en cas de viol ou d'inceste, de grossesse chez une personne mineure ou de malformations incompatibles avec la vie extra-utérine⁵⁷. L'ECLJ a défendu la législation du Costa Rica en matière d'avortement⁵⁸.

46. Le Center for Reproductive Rights a indiqué que le décret exécutif n° 42113-S de 2019, qui officialisait les dispositions techniques relatives à l'avortement pour raisons médicales, posait plusieurs obstacles à l'accès à cet avortement, notamment le caractère discrétionnaire de la notion de « danger », l'obligation de recueillir l'approbation de trois médecins et l'absence de voies de recours en cas de refus⁵⁹. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 ont ajouté que les dispositions techniques prévoyaient une clause de conscience sans limites claires⁶⁰.

47. Deux auteurs de communications ont fait observer qu'en 2019, le décret exécutif n° 41.722 avait autorisé la délivrance de contraceptifs oraux d'urgence dans les établissements de santé publics et leur vente libre sans ordonnance dans les pharmacies. Ils ont cependant indiqué que des obstacles subsistaient, tels que l'objection de conscience, les tensions d'approvisionnement et l'attitude stigmatisante du personnel dans les pharmacies privées⁶¹. Trois auteurs de communications ont recommandé de garantir l'accès à la contraception et à des services complets de santé sexuelle et procréative⁶². Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont recommandé d'inscrire dans la loi le droit d'accéder à la contraception d'urgence⁶³.

48. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 ont mis en évidence la dégradation de la santé mentale des mineurs, y compris les automutilations et les pensées suicidaires à la hausse. Ils ont recommandé d'actualiser la Politique nationale de santé mentale et de créer un plan national de dépistage et de prise en charge précoces des troubles mettant en péril la vie des mineurs⁶⁴. Deux auteurs de communications ont recommandé au Costa Rica d'intensifier les campagnes de sensibilisation aux risques associés à la consommation de drogues, en particulier à l'intention des enfants et des adolescents⁶⁵.

49. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 ont recommandé au Costa Rica de sensibiliser le personnel de santé et d'améliorer les protocoles et autres dispositions existantes afin de veiller à ce que les personnes LGBTQI+ ne soient pas discriminées⁶⁶.

50. L'association Mulabi a souligné que le projet de loi n° 20.970 visant à interdire et à sanctionner les « thérapies de conversion » était examiné par l'Assemblée législative depuis 2018, mais que son cheminement législatif était entravé par l'opposition provenant majoritairement de députés chrétiens, évangéliques et conservateurs⁶⁷. Elle a également recommandé au Costa Rica de faire en sorte que les personnes intersexes ne subissent aucun acte chirurgical sans leur consentement préalable, libre et éclairé⁶⁸.

51. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 ont recommandé de garantir l'accès des personnes migrantes aux soins de santé gratuits, quel que soit leur statut⁶⁹.

Droit à l'éducation

52. Broken Chalk a déclaré que le système éducatif du Costa Rica était considéré comme le meilleur d'Amérique latine⁷⁰. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 ont constaté que le Costa Rica disposait de politiques d'accès gratuit à l'enseignement primaire et secondaire, mais que des difficultés persistaient, en particulier chez les populations vulnérables ou migrantes ainsi que dans certaines zones rurales et isolées⁷¹.

53. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont souligné que le système éducatif costaricien traversait l'une des pires crises de son histoire et qu'en 2024, le budget dévolu à l'enseignement public atteindrait son niveau le plus bas en dix ans, soit 5,2 % du produit intérieur brut⁷². Les auteurs de la communication conjointe n° 8 ont recommandé au Costa Rica de mettre en œuvre un plan de financement en faveur de l'amélioration des structures d'enseignement public⁷³.

54. Broken Chalk a indiqué que, malgré les mesures prises par le Ministère de l'éducation, le problème du taux d'abandon scolaire persistait. Le taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire était de 90 % chez les élèves de familles aisées, contre 50 % chez les élèves de familles défavorisées, tandis que le taux d'abandon était plus élevé dans les zones rurales et chez les garçons. L'organisation a recommandé au Costa Rica d'adopter des mesures supplémentaires propres à lutter contre les inégalités dans l'éducation et à faire reculer le taux d'abandon⁷⁴.

55. Broken Chalk a déclaré que le Costa Rica ne s'était pas préparé à affronter les lourdes conséquences de la pandémie de COVID-19 et que le passage soudain d'un enseignement en présentiel à des solutions en ligne avait mis en lumière la fracture numérique profonde dans le pays⁷⁵. L'organisation Alliance Defending Freedom a fait savoir qu'au Costa Rica, l'instruction en famille n'était pas pleinement reconnue⁷⁶.

56. L'organisation AfroLeaders a fait ressortir que malgré l'existence d'une loi sur les actions positives en faveur des personnes d'ascendance africaine, celle-ci n'était pas appliquée dans le secteur de l'éducation, et a recommandé que des établissements tels que l'Institut national de l'apprentissage et la faculté de Limón proposent des programmes d'apprentissage et de formation spécialisés⁷⁷.

57. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 ont recommandé au Costa Rica de garantir l'accès à l'éducation des personnes sollicitant une protection internationale, notamment du point de vue de la reconnaissance des diplômes et des titres universitaires étrangers⁷⁸.

Développement, environnement, et entreprises et droits de l'homme

58. L'organisation Just Atonement a félicité le Costa Rica pour son rôle de premier plan dans la lutte contre les changements climatiques et pour le lancement, en 2019, du Plan national de décarbonisation, qui prévoyait des réformes dans les domaines des transports, de l'énergie, des déchets et de l'utilisation des terres. Elle s'est également félicitée de la prolongation du moratoire sur la prospection pétrolière jusqu'en 2050 et du fait que la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique nationale atteignait 98 %⁷⁹.

59. L'organisation Just Atonement a pris note de l'ambition du Costa Rica de porter sa surface forestière à 60 % du territoire et souligné que la déforestation, la fragmentation de l'habitat, les changements climatiques ainsi que les pratiques de chasse et de braconnage continuaient de représenter les principales menaces pesant sur la biodiversité. Elle a également mis en évidence les effets négatifs de la culture de l'ananas sur l'accès à l'eau et l'environnement⁸⁰.

60. L'organisation Just Atonement a indiqué que certaines populations costariciennes étaient particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques, notamment celles vivant à Puerto Limón, à Jacó et à Puntarenas, les populations autochtones étant en première ligne⁸¹.

2. Droits de certains groupes ou personnes

Femmes

61. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont indiqué qu'il y existait un clivage entre l'Institut national de la femme et les associations de femmes et de féministes en raison de l'absence de mécanismes participatifs sollicitant les organisations et les groupes qui s'interrogeaient sur l'action des pouvoirs publics⁸².

62. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont indiqué qu'au Costa Rica, malgré l'adoption de lois et de politiques visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes, il y avait un fossé entre les lois et leur application effective ; les taux de violence les plus élevés étaient enregistrés dans les zones côtières ou périurbaines, violence qui touchait en particulier les femmes ayant un faible niveau d'instruction et se trouvant en situation de dépendance économique⁸³. Ils ont recommandé au Costa Rica de ventiler les données sur la violence afin d'appeler davantage l'attention sur les femmes victimes de traite, les femmes autochtones, les femmes handicapées, les femmes d'ascendance africaine et les femmes LBQ+⁸⁴.

63. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont souligné que les services destinés aux victimes de violence étaient limités et regroupés à San José et qu'il n'existait aucun protocole de prise en charge des femmes traversant diverses situations ou se trouvant à l'intersection de plusieurs motifs de discrimination tels que l'âge ou le handicap⁸⁵.

64. Le Réseau féministe contre la violence à l'égard des femmes au Costa Rica a recommandé au Costa Rica de veiller à l'application de la Politique nationale de prévention des violences faites aux femmes de tous âges et de prise en charge des victimes (2017-2032), ainsi que de prévoir le budget nécessaire à son application, et de procéder à l'exécution immédiate de la loi sur la réparation intégrale pour les victimes de féminicide⁸⁶.

65. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 ont recommandé au Costa Rica de mettre en place des programmes d'aide aux victimes de violences sexuelles, qui porteraient notamment sur l'accès à la justice et l'apport d'un soutien économique et psychologique pendant et après la procédure judiciaire⁸⁷.

66. Trois auteurs de communications ont constaté que le Costa Rica disposait d'un protocole interinstitutionnel de prise en charge intégrale des victimes d'agression sexuelle, qui prévoyait l'administration d'une contraception d'urgence dans les soixante-douze heures suivant les faits⁸⁸. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 ont cependant fait ressortir que les établissements de santé n'étaient pas tenus d'appliquer ce protocole⁸⁹. Le Réseau féministe contre la violence à l'égard des femmes au Costa Rica a indiqué qu'un projet de loi portant institutionnalisation légale de ce protocole avait été présenté, mais que le bloc évangélique empêchait son adoption⁹⁰.

67. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 ont indiqué qu'au Costa Rica, le travail du sexe n'était pas considéré comme une infraction, mais n'était pas non plus reconnu comme une activité professionnelle, ce qui obligeait les travailleuses du sexe à accepter de mauvaises conditions sanitaires et financières et des horaires irréguliers⁹¹. Ils ont ajouté que la stigmatisation et la discrimination à l'égard des travailleuses du sexe favorisaient de graves violations de leurs droits humains, notamment les violences physiques, psychologiques et sexuelles ; les détentions illégales et arbitraires ; les obstacles de fait à leur accès à la justice⁹².

Enfants

68. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 ont constaté que la Politique nationale de l'enfance et de l'adolescence était arrivée à son terme en 2021 et ont recommandé au Costa Rica d'approuver la nouvelle politique nationale de l'enfance et de l'adolescence (2024-2036) ainsi que d'allouer un budget annuel à sa mise en œuvre⁹³.

69. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 ont indiqué que les enfants autochtones, les enfants d'ascendance africaine et les enfants handicapés étaient les groupes d'enfants les plus touchés par la discrimination⁹⁴.

70. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 ont indiqué que le Costa Rica avait érigé en infraction pénale les relations inappropriées et le mariage d'enfants et mis fin à la

possibilité de se marier avant 18 ans. Ils ont toutefois indiqué qu'il fallait redoubler d'efforts pour donner effet à la loi relative aux relations inappropriées, notamment pour s'attaquer à des facteurs culturels profondément ancrés dans la population⁹⁵.

71. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 ont signalé que le Costa Rica affichait l'un des taux de travail des enfants les plus bas d'Amérique latine, mais que ce phénomène persistait, en particulier dans le secteur informel. Ils ont recommandé de soutenir davantage les familles pauvres, de lancer des campagnes de sensibilisation et de renforcer les mécanismes de contrôle, notamment en allouant davantage de ressources à la Direction nationale de l'inspection du travail et en lui conférant des pouvoirs supplémentaires, tels que l'imposition de sanctions immédiates⁹⁶.

72. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 se sont inquiétés des conditions de vie des enfants et des adolescents séparés de leur famille biologique et placés sous la tutelle de la Fondation nationale de l'enfance. Ils ont constaté que les subventions accordées aux organisations non gouvernementales et aux programmes de placement en famille d'accueil avaient été réduites sans analyse technique préalable. Ils ont donc recommandé d'actualiser les protocoles de prise en charge, d'accroître les financements et de s'engager dans un processus de désinstitutionnalisation⁹⁷.

73. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 ont constaté que les progrès accomplis par le Costa Rica dans l'interdiction des châtiments corporels et des traitements humiliants infligés aux mineurs étaient menacés par des mouvements affirmant que l'abandon de ces pratiques favorisait le manque de respect envers les adultes⁹⁸.

74. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 ont donné acte des mesures prises par le Costa Rica pour veiller à ce que les mineurs aient une expérience positive d'Internet, y compris l'adoption de la Stratégie nationale de prévention et de répression de l'exploitation et des atteintes sexuelles en ligne (2021-2027). Ils ont toutefois souligné les moyens insuffisants alloués à cette stratégie et recommandé au Costa Rica de renforcer la Commission nationale de sécurité en ligne ; de mettre à jour les dispositions du Code pénal relatives à la pédopornographie ; d'inclure ou de mieux couvrir les infractions pénales telles que l'envoi de messages à caractère sexuel, le chantage sexuel et le pédopiéage (grooming)⁹⁹. L'organisation Défense des enfants International a recommandé au Costa Rica de mener des campagnes de sensibilisation sur le cyberharcèlement dans les établissements d'enseignement et sur les réseaux sociaux¹⁰⁰.

Personnes âgées

75. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 ont pris note des progrès réalisés dans la législation relative à la protection des personnes âgées au Costa Rica, mais ont souligné que la Politique nationale sur le vieillissement et la vieillesse (2023-2033) ne traitait pas de manière exhaustive de la protection de la santé sexuelle et procréative. Ils ont donc recommandé de produire des données statistiques à ce sujet ainsi que d'intégrer les dimensions de l'âge et de la sexualité dans la législation et les programmes en matière de santé¹⁰¹.

Personnes handicapées

76. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 ont souligné que 63,3 % des femmes handicapées avaient subi au moins une forme de violence¹⁰².

77. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont constaté que la grande majorité des politiques publiques sur le handicap ne tenaient pas compte de l'égalité des genres, tandis que les politiques publiques sur l'égalité des genres ne tenaient pas compte du handicap¹⁰³.

Peuples autochtones et minorités

78. L'organisation Just Atonement a indiqué que les populations autochtones du Costa Rica avaient un accès excessivement limité à l'éducation, aux soins de santé, à l'électricité et à l'eau potable, qu'elles étaient davantage en butte au chômage et qu'elles rencontraient des difficultés à obtenir un crédit¹⁰⁴.

79. Deux auteurs de communications ont indiqué que les associations de développement autochtone – des organismes publics subordonnés au pouvoir exécutif – avaient qualité de représentants légaux des territoires autochtones¹⁰⁵. Le Bureau national autochtone du Costa Rica a recommandé au Costa Rica de tenir compte de la diversité des modes de gouvernance territoriale en sollicitant les autorités traditionnelles et les organisations locales¹⁰⁶. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 ont recommandé de modifier le décret n° 8487 de 1978, qui avait fait des associations de développement autochtone les seules structures de représentation des peuples autochtones, afin que dans chaque territoire, cette représentation soit facultative et non obligatoire¹⁰⁷.

80. L'organisation Just Atonement a souligné que des obstacles politiques et juridiques avaient considérablement entravé l'application de la loi relative aux affaires autochtones de 1977, selon laquelle les terres autochtones étaient inaliénables et réservées exclusivement aux autochtones¹⁰⁸. Le Bureau national autochtone du Costa Rica a signalé qu'entre 38 % et 97 % des 24 territoires autochtones étaient occupés par des personnes non autochtones, donnant lieu à des conflits¹⁰⁹.

81. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 ont souligné que l'occupation illégale des territoires autochtones était aggravée par le refus de l'État d'expulser les usurpateurs non autochtones « de mauvaise foi » (installés sur les territoires après la loi relative aux affaires autochtones de 1977) et par la priorité donnée au Plan national pour la restitution des territoires autochtones, qui comportait un volet relatif au financement de l'expropriation des usurpateurs « de bonne foi » (installés sur les territoires avant la loi de 1977), lesquels représentaient moins de 10 % des usurpateurs¹¹⁰. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 ont recommandé au Costa Rica d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de restitution des terres détenues par les usurpateurs « de mauvaise foi », en mettant l'accent sur les exploitations agricoles qui représentaient une priorité aux yeux des militants autochtones¹¹¹.

82. Le Bureau national autochtone du Costa Rica a précisé que, face à l'inaction de l'État, des dirigeants autochtones avaient repris une partie des terres, leur valant d'être victimes d'agressions physiques et de poursuites pénales. Il a recommandé au Costa Rica d'enquêter sur la discrimination et la répression que subissaient les autochtones et de faire respecter la loi¹¹².

83. L'organisation Just Atonement a indiqué qu'une grande partie des terres autochtones se trouvaient actuellement dans des zones protégées par l'État, ce qui empêchait les autochtones d'accéder à leurs terres ancestrales¹¹³.

84. Le Bureau national autochtone du Costa Rica a indiqué que le Costa Rica avait élaboré des politiques avec la participation d'autochtones. Il a toutefois souligné que plusieurs institutions publiques n'appliquaient pas le décret exécutif n° 40932-MP-MJP portant création du mécanisme général de consultation des peuples autochtones. En outre, il a fait savoir que l'Assemblée législative n'avait lancé aucune procédure visant à appliquer au domaine législatif le principe de consultation des peuples autochtones¹¹⁴. Il a recommandé au Costa Rica d'exécuter le décret exécutif n° 40932-MP-MJP en allouant un budget à la mise en place de la consultation des peuples autochtones ; de modifier le règlement intérieur de l'Assemblée législative pour y ajouter une disposition relative à la consultation sur les projets de loi ; d'élaborer une loi sur la consultation des peuples autochtones avec le concours de ces derniers¹¹⁵.

85. L'organisation AfroLeaders est convenue que le décret exécutif n° 43191-MP-MCJ de 2021 représentait une étape importante dans la valorisation de la contribution de la population afrocostaricienne à l'identité culturelle du Costa Rica et constituait une base de travail pour la reconnaissance des peuples tribaux afrocostariciens¹¹⁶. Deux auteurs de communications ont donné acte de l'adoption, en 2022, de la loi n° 10120 sur les actions positives en faveur des personnes d'ascendance africaine. Ils ont cependant constaté qu'aucune action de cette nature n'avait encore été mise en œuvre¹¹⁷. Le Forum des peuples tribaux d'ascendance africaine a demandé au Costa Rica de proroger la période d'application de la loi, dont la durée initiale était de dix ans¹¹⁸.

86. L'organisation AfroLeaders a recommandé au Costa Rica de promouvoir le développement économique et l'autonomie financière des populations d'ascendance africaine par le biais d'incitations fiscales, de programmes d'aide financière et de politiques

sociales et éducatives élaborées en collaboration directe avec les communautés¹¹⁹. Elle a également recommandé au Costa Rica de concevoir un plan de justice réparatrice pour remédier aux injustices historiques et systémiques subies par les populations d'ascendance africaine¹²⁰.

87. Le Forum des peuples tribaux d'ascendance africaine a souligné qu'au Costa Rica, les communautés d'ascendance africaine voyaient leurs droits de propriété systématiquement bafoués en raison de la dépossession de leurs terres ancestrales par l'État dans l'objectif de créer des parcs nationaux et des zones protégées. Il a recommandé au Costa Rica d'établir un mécanisme de consultation afin de proposer des mesures de réparation ; d'indemniser le préjudice causé par la confiscation de terres pratiquée par le passé ; d'éviter de nouvelles expulsions ; de permettre aux populations de participer à la gestion et à la préservation des zones protégées¹²¹.

Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes

88. L'association Mulabi a constaté que depuis l'arrivée du nouveau gouvernement en 2022, les avancées législatives en matière de lutte contre la discrimination et la violence à l'égard des personnes LGTBQI étaient restées au point mort¹²². Les auteurs de la communication conjointe n° 4 ont fait observer qu'aucune mesure adéquate n'avait été prise en faveur de l'inclusion effective de ces personnes et que des membres de l'administration actuelle avaient tenu des propos portant atteinte à leurs droits¹²³.

89. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 ont constaté que les personnes LGBTQI+ étaient confrontées à des situations de violence, d'exclusion et de discrimination qui n'étaient pas recensées¹²⁴.

Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile

90. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 ont indiqué qu'à la suite de la crise sociopolitique survenue dans un pays voisin, le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile avait considérablement augmenté au Costa Rica¹²⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 ont constaté qu'en 2023, les migrants et les personnes nécessitant une protection internationale représentaient 11 % de la population¹²⁶.

91. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 ont fait observer qu'au Costa Rica, les discours sur la migration avaient tendance à être stigmatisants et discriminatoires et à dépeindre la migration comme étant pénalement répréhensible. Ils ont constaté avec inquiétude que les comportements discriminatoires, xénophobes et violents à l'égard de la population migrante s'étaient intensifiés au fil des ans et que la situation avait également été aggravée par les prises de position du gouvernement en place¹²⁷. Deux auteurs de communications ont fait part de leurs préoccupations concernant le décret exécutif n° 43810 de 2022, qui portait modification de plusieurs articles du règlement sur les réfugiés¹²⁸.

92. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 ont fait état de nombreux cas de refoulement et d'expulsion de migrants et constaté le nombre insuffisant de rendez-vous proposés pour les demandes d'asile ; ainsi, plus de 5 000 personnes étaient laissées pour compte chaque mois et venaient s'ajouter aux 170 000 dossiers en attente¹²⁹. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont recommandé de prolonger les délais de demande d'asile et de simplifier les procédures d'asile¹³⁰. Des recommandations similaires figuraient dans deux autres communications¹³¹.

93. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 ont constaté qu'en raison d'obstacles de fait et de droit, les migrants et les personnes ayant besoin d'une protection internationale ne pouvaient pas exercer un ensemble de droits économiques, sociaux et culturels, en particulier les droits à la santé, au travail et à l'alimentation¹³².

Notes

¹ [A/HRC/42/12](#), [A/HRC/42/12/Add.1](#) and [A/HRC/42/2](#).

² The stakeholders listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: www.ohchr.org (one asterisk denotes a national human rights institution with A status).

*Civil society**Individual submissions:*

ADF	ADF International (Switzerland);
AfroLeaders	AfroLeaders Costa Rica (Costa Rica);
AMULABI	Asociación Mulabi – Espacio Latinoamericano de Sexualidades y Derechos (Costa Rica);
Broken Chalk	Broken Chalk (The Netherlands);
CDA	Colegio de abogados y abogadas de Costa Rica (Costa Rica);
CDR	Centro de Derechos Reproductivos (Switzerland);
CGNK	Center for Global Nonkilling (Switzerland);
DNI	Defensa de Niños y Niñas Internacional (Costa Rica);
ECLJ	The European Centre for Law and Justice (France);
Foro de Mujeres	Foro de Mujeres Políticas de Costa Rica (Costa Rica);
FPTAC	Foro de Pueblos Tribales Afrodescendientes (Costa Rica);
JAI	Just Atonement Inc. (United States of America);
MNICR	Mesa Nacional Indígena de Costa Rica (Costa Rica);
REDFEMVIO	Red Feminista contra la Violencia hacia las Mujeres Costa Rica (Costa Rica).

Joint submissions:

JS1	Joint submission 1 submitted by: Asociación para el Progreso de las Comunicaciones (South África); Cooperativa Sulá Batsú (Costa Rica);
JS2	Joint submission 2 submitted by: Aula Abierta (Venezuela); Asociación Intercultural de Derechos Humanos (Costa Rica); Red Internacional de Derechos Humanos Europa (Bélgica); Asociación Nacional para la Defensa de los Derechos de los Inmigrantes y Refugiados en Costa Rica (Costa Rica); Fundación Libertad (Nicaragua); Asociación Coordinadora Universitaria por la Democracia y la Justicia (Costa Rica); Foundation for Development and Social Innovation (United States of America);
JS3	Joint submission 3 submitted by: Asociación Centro de Derechos Laborales sin Fronteras de Costa Rica (Costa Rica); Centro Claretiano de Atención al Migrante, Costa Rica – CECAMCR (Costa Rica); Centro de Derechos Sociales de la Persona Migrante – CENDEROS (Costa Rica); Centro de Investigación en Cultura y Desarrollo – CICDE - de la Universidad Estatal a Distancia – UNED (Costa Rica); Center for Justice and International Law – CEJIL (Costa Rica); Human Rights Collective for the Historical Memory of Nicaragua - Colectivo Nicaragua Nunca Más (Costa Rica); HIAS Costa Rica (Costa Rica); Institute on Migration and LGBTIQ Refuge for Central America IRCA CASABIERTA (Costa Rica); Jesuit Migrant Service Costa Rica (Costa Rica);
JS4	Joint submission 4 submitted by: Centro de Investigación y Promoción para América Central de Derechos Humanos – CIPAC (Costa Rica); Asociación gerontológica Costarricense – Ageco (Costa Rica); Centro Feminista de Información y Acción – Cefemina (Costa Rica); Colectiva por el Derecho a Decidir, Centro de Derechos Sociales de la Persona Migrante – CENDEROS (Costa Rica); Fundación PANIAMOR (Costa Rica); World Vision Costa Rica (Costa Rica); Alianza Latinoamericana de Mujeres con Discapacidad – Alamud (Costa Rica); Sexual Rights Initiative (Switzerland);
JS5	Joint submission 5 submitted by: Centro por la Justicia y el Derecho Internacional – CEJIL (Costa Rica); Asociación Americana de Juristas rama Costa Rica (Costa Rica); Asociación Costarricense de la Judicatura – ACOJUD (Costa Rica); Asociación Costa Rica Integra – CRI (Costa Rica); Catedra Unesco de Derechos Humanos de la Universidad La Salle; Programa Estado de la Nación – PEN-CONARE (Costa Rica);

- JS6 **Joint submission 6 submitted by:** Forest Peoples Programme (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Consejo de Mayores Broran (Costa Rica); Concejo Ditso Iiriria Ajkonuk Wakpa – CODIAW (Costa Rica);
- JS7 **Joint submission 7 submitted by:** Alianza de Mujeres Costarricenses (Costa Rica); Alianza Latinoamericana de Mujeres con Discapacidad – Alamud (Costa Rica); Asociación Ciudadana ACCEDER (Costa Rica); Agenda Política de Mujeres con Discapacidad (Costa Rica); Asociación por la Democracia y los Derechos Humanos – ASDEDH (Costa Rica); Asociación Ixacavaa de desarrollo e información Indígena (Costa Rica); Casa Rara (Costa Rica); Centro de Investigación y Promoción para América Central de Derechos Humanos – CIPAC (Costa Rica); Mujeres Unidas en Salud y Desarrollo – MUSADE (Costa Rica); Mulabi – Espacio Latinoamericano de Sexualidades y Derechos (Costa Rica); Museo de las mujeres de Costa Rica - MMCR (Costa Rica); Red de Mujeres Nicaragüenses en Costa Rica (Costa Rica); Red de Mujeres en Incidencia Social y Desarrollo – CR REMISOD (Costa Rica);
- JS8 **Joint submission 8 submitted by:** Instituto Internazionale Maria Ausiliatrice – IIMA (Switzerland); International Volunteerism Organization for Women, Education, Development – VIDES International (Italy); Fundación Marista por la Solidaridad Internacional – FMSI (Italy); Fundación Marista – FUNDAMAR (Guatemala); Instituto de las Hijas de Maria Auxiliadora – Provincia Nuestra Señora de los Ángeles (Costa Rica);
- JS9 **Joint submission 9 submitted by:** Fundación PANIAMOR Costa Rica); Aldeas Infantiles SOS (Costa Rica); World Vision Costa Rica (Costa Rica); Asociación Soy Niña (Costa Rica); Instituto de Investigaciones Psicológicas de la Universidad de Costa Rica (Costa Rica); Programa Interdisciplinario de Estudios y Acción Social de los Derechos de la Niñez y la Adolescencia de la Universidad de Costa Rica (Costa Rica); Colegio de Profesionales en Psicología de Costa Rica – CPPCR (Costa Rica); Colegio de Trabajadores Sociales de Costa Rica – COLTRAS (Costa Rica); Colegios de Profesionales en Orientación (Costa Rica);
- JS10 **Joint submission 10 submitted by:** Red Latinoamericana y del Caribe de Trabajadoras Sexuales – RedTraSex (Costa Rica); Asociación La Sala (Costa Rica); Sexual Rights Initiative – SRI (Switzerland);
- JS11 **Joint submission 11 submitted by:** Asociación Ciudadana ACCEDER (Costa Rica); Sexual Rights Initiative – SRI (Switzerland).

National human rights institution:

DHR Defensoría de los Habitantes (Costa Rica).

³ DHR, p. 6.

⁴ DHR, pp. 2 and 6.

⁵ DHR, p. 5.

⁶ DHR, pp. 5–6.

⁷ DHR, p. 3.

⁸ DHR, p. 2.

⁹ DHR, pp. 4 and 5.

¹⁰ DHR, p. 9.

¹¹ DHR, p. 3.

¹² DHR, p. 2.

¹³ DHR, p. 7. See also CDA, pp. 1–2.

¹⁴ DHR, p. 7.

¹⁵ DHR, p. 8.

¹⁶ DHR, p. 7.

¹⁷ Broken Chalk, p. 9.

¹⁸ JS1, p. 13; JS6, p. 12; JS7, p. 7; and JAI, p. 6.

¹⁹ GCNK. P. 4.

²⁰ JS7, pp. 3–4; AfroLeaders, pp. 8–9; FPTAC, p. 6, and AMULABI, p. 1.

²¹ JS8, pp. 11–12.

²² Broken Chalk, p. 9.

²³ JS2, p. 2–3, and JS3, pp. 13–14.

²⁴ AMULABI, p. 3. See also JS1, p. 7.

²⁵ JS9, p. 2. See also DNI, p. 2.

- ²⁶ CGNK, p. 3.
- ²⁷ Foro de Mujeres, p. 4.
- ²⁸ JS5, pp. 2–3, and 8–11.
- ²⁹ JS5, pp. 5 and 12.
- ³⁰ MNICR, pp. 2, and 4–5.
- ³¹ REDFEMVIO, p. 7.
- ³² JS1, p. 2.
- ³³ JS1, pp. 2 and 8; and JS7, p. 4 and 5.
- ³⁴ JS1, pp. 3–4, 6–7, 9–10 and 13–14. See also JS7, p. 5.
- ³⁵ JS1, pp. 3, 5, 6 and 14. See also REDFEMVIO, p. 3; and Foro de Mujeres, pp. 5–6.
- ³⁶ Foro de Mujeres, pp. 5–6.
- ³⁷ JS6, pp. 6–8, and 12–13. See also JS7, p. 6.
- ³⁸ JS1, pp. 2, 12 and 14.
- ³⁹ AfroLeaders, p. 4.
- ⁴⁰ JS1, pp. 11–12 and 14.
- ⁴¹ JS1, pp. 10–11, and 14.
- ⁴² JS8, p. 13. See also ECLJ, p. 6.
- ⁴³ ECLJ, pp. 5, 6 and 7.
- ⁴⁴ JS9, p. 6. See also JS8, p. 10.
- ⁴⁵ JS8, p. 11. See also JS9, p. 4.
- ⁴⁶ Broken Chalk, pp. 5 and 6.
- ⁴⁷ AfroLeaders, pp. 5–6.
- ⁴⁸ AMULABI, p. 6.
- ⁴⁹ JS3, p. 7.
- ⁵⁰ JS3, p. 10.
- ⁵¹ JS7, p. 6.
- ⁵² JS9, p. 2. See also DNI, p. 4.
- ⁵³ JS9, p. 4.
- ⁵⁴ Foro de Mujeres, pp. 6–7. See also JS7, p. 6.
- ⁵⁵ JS11, p. 0; and CDR, p. 2.
- ⁵⁶ JS7, p. 11. See also CDR, p. 6.
- ⁵⁷ ECLJ, pp. 3–4.
- ⁵⁸ ECLJ, pp. 3–4.
- ⁵⁹ CDR, pp. 2–3. See also JS11, pp. 1–3; and JS4, p. 11–13.
- ⁶⁰ JS4, p. 12.
- ⁶¹ JS4, pp. 9 and 10; and JS11, pp. 6–8.
- ⁶² JS11, p. 5; JS9, p. 10; and CDR, p. 6. See also JS4, p. 7.
- ⁶³ JS7, p. 13. See also JS4, pp. 9 and 10; and JS11, p. 9.
- ⁶⁴ JS4, p. 8. See also JS8, pp. 8 and 9; and DNI, p. 1.
- ⁶⁵ JS8, p. 9; and DNI, p. 2.
- ⁶⁶ JS4, p. 5.
- ⁶⁷ AMULABI, p. 2.
- ⁶⁸ MULABI, p. 5.
- ⁶⁹ JS2, p. 10.
- ⁷⁰ Broken Chalk, p. 3. See also JS8, p. 4.
- ⁷¹ JS8, pp. 4 and 10.
- ⁷² JS7, p. 4. See also JS8, p. 4; JS9, p. 3; and DNI, p. 5.
- ⁷³ JS8, p. 6.
- ⁷⁴ Broken Chalk, pp. 7–9. See also JS8, pp. 6 and 15.
- ⁷⁵ Broken Chalk, p. 6. See also JS8, p. 5; and ADF International, p. 2.
- ⁷⁶ ADF International, p. 2.
- ⁷⁷ AfroLeaders, pp. 3–4.
- ⁷⁸ JS2, p. 10. See also Broken Chalk, p. 6.
- ⁷⁹ JAI, pp. 1–2. See also JS8, p. 15.
- ⁸⁰ JAI, pp. 2–5.
- ⁸¹ JAI, p. 4.
- ⁸² JS7, pp. 4–5. See also REDFEMVIO, p. 4.
- ⁸³ JS7, pp. 7–8. See also REDFEMVIO, pp. 1, 2–3.
- ⁸⁴ JS7, pp. 10 and 19.
- ⁸⁵ JS7, p. 8.
- ⁸⁶ REDFEMVIO, pp. 6–7.
- ⁸⁷ JS9, p. 10.
- ⁸⁸ REDFEMVIO, p. 6; JS4, pp. 9 and 10; and JS11, p. 6.

-
- ⁸⁹ JS4, pp. 9 and 10.
⁹⁰ REDFEMVIO, p. 6.
⁹¹ JS10, p. 2.
⁹² JS10, pp. 2–6.
⁹³ JS9, p. 5. See also JS4, p. 6.
⁹⁴ JS8, p. 12.
⁹⁵ JS4, pp. 6–7.
⁹⁶ JS9, pp. 10–12. See also Broken Chalk, p. 9.
⁹⁷ JS9, pp. 9 and 10.
⁹⁸ JS9, p. 10. See also DNI, p. 1.
⁹⁹ JS9, pp. 11–12 and 13.
¹⁰⁰ DNI, p. 3.
¹⁰¹ JS4, pp. 2–3.
¹⁰² JS4, p. 13. See also JS7, pp. 13–14.
¹⁰³ JS7, p. 13.
¹⁰⁴ JAI, p. 4.
¹⁰⁵ JS6, p. 9; and MNICR, p. 4.
¹⁰⁶ MNICR, p. 4.
¹⁰⁷ JS6, pp. 9 and 12.
¹⁰⁸ JAI, p. 5.
¹⁰⁹ MNICR, pp. 1, 2, and 3.
¹¹⁰ JS6, pp. 4–5.
¹¹¹ JS6, p. 11. See also MNICR, p. 3.
¹¹² MNICR, pp. 2 and 3.
¹¹³ JAI, p. 5.
¹¹⁴ MNICR, p. 6.
¹¹⁵ MNICR, pp. 5 and 6–7. See also JAI, p. 5.
¹¹⁶ AfroLeaders, p. 6.
¹¹⁷ AfroLeaders, pp. 7 and 8. See also FPTAC, p. 5.
¹¹⁸ FPTAC, p. 5.
¹¹⁹ AfroLeaders, pp. 4 and 5.
¹²⁰ AfroLeaders, pp. 9–11.
¹²¹ FPTAC, pp. 1. See also AfroLeaders, pp. 6 and 7.
¹²² AMULABI, p. 1.
¹²³ JS4, p. 4.
¹²⁴ JS4, pp. 4 and 5. See also JS1, p. 7.
¹²⁵ JS2, p. 1.
¹²⁶ JS3, p. 1.
¹²⁷ JS3, pp. 13–14.
¹²⁸ JS2, p. 5; and JS3, pp. 5–6. See also JS7, pp. 17–18.
¹²⁹ JS2, pp. 1–3.
¹³⁰ JS7, p. 18.
¹³¹ JS2, p. 9; and JS3, pp. 4–6.
¹³² JS3, p. 7.
-